

OPINION >>>> **Jean-Michel Severino**, directeur de l'Agence française de développement
François Grünewald, président d'Urgence, réhabilitation, développement

Ensemble, de l'urgence au développement

Au sein de l'aide internationale, les relations entre professionnels de l'urgence et acteurs du développement ont longtemps été teintées d'incompréhension, voire de défiance. Les « urgentistes » percevaient les « développeurs » comme des structures insensibles à certaines fragilités politiques, insuffisamment flexibles, et par nature trop dépendantes des États du Nord – voire compromises avec des États du Sud peu soucieux de leurs populations. De leur côté, les « développeurs » reprochaient aux urgentistes d'être excessivement sensibles à une opinion publique versatile, de ne pas s'intéresser aux causes profondes des crises et de conduire des actions trop focalisées sur le court terme, suscitant par conséquent nombre d'effets pervers.

Ces relations distantes se reflétaient sur le terrain dans la fameuse séquence d'intervention « urgence-réhabilitation-développement », où opérateurs et bailleurs de fonds du développement décampaient au premier coup de fusil et où les urgentistes pliaient leurs tentes dès les plaies pansées. Si des différences de culture persistent, des évolutions de fond tendent désormais à modifier ce jeu de rôles caricatural et stérile.

Face aux crises prolongées ou à leurs récides, les ONG ont mesuré les limites d'une intervention dans l'urgence insuffisamment soucieuse des conséquences à plus long terme de leurs actions. De leur

côté, ceux qui œuvrent au développement ont accepté de prendre en considération ces « zones grises » qui suivent immédiatement les catastrophes naturelles ou les sorties de conflit, assumant davantage leur rôle dans le traitement des facteurs structurels des crises : inégalités, tensions foncières, accès aux ressources naturelles, etc.

Dans les pays où les populations sont confrontées à des crises de toutes sortes (politiques, économiques, alimentaires...) et dont les effets se cumulent, une action en phases distinctes dédiées à l'urgence puis à la réhabilitation et au développement est en effet vide de sens, en raison de la simultanéité des besoins, voire de la concomitance des trois phases au sein d'un même espace national. Tel est notamment le cas en RD-Congo, où coexistent poches d'affrontements militaires, zones paisibles et régions en sortie de conflit.

Les uns et les autres ont compris la nécessité de mieux travailler ensemble. Événement révélateur de cette démarche, certaines organisations humanitaires ont choisi de cosigner en 2005, avec des États et des institutions internationales, la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, qui vise à améliorer les processus de coordination. Dans des contextes difficiles comme l'Afghanistan, Haïti ou le Kosovo, la coordination se révèle en effet primordiale pour gérer les crises, œuvrer à la construction d'une paix durable, mais aussi couvrir les besoins humanitaires persistants.

Un dialogue, parfois difficile, s'est ainsi instauré entre ONG et bailleurs et a permis de construire des passerelles tirant parti des avantages relatifs des uns et des autres : l'implantation ancienne des acteurs de développement, la connaissance fine, au plus proche des populations des ONG de développement, la réactivité des humanitaires.

Voilà qui ouvre la voie à de nouveaux modes d'action concertés ou conjoints. Au Niger, dans un contexte environnemental dégradé et face à une croissance démographique non maîtrisée, les crises alimentaires risquent de devenir récurrentes. L'Agence française de développement a souhaité jeter un pont entre urgence et développement en lançant un appel à proposition ouvert aux ONG pour faire exécuter des travaux de restauration du capital productif agricole (construction de petits ouvrages hydrauliques, plantations...) par des populations en danger de malnutrition, rémunérées pour ce faire. D'autres opérations novatrices associant l'Agence et des ONG devraient être prochainement lancées, par exemple pour mieux articuler l'appui humanitaire aux populations de réfugiés, chassées par les conflits, et le développement des communautés d'accueil.

La séparation traditionnelle des activités d'urgence et de développement repose sur une perception des crises comme des accidents transitoires, alors qu'elles sont en

réalité constitutives de l'évolution de toute société. La vision du développement comme un « long fleuve tranquille » est malheureusement erronée. Et quand bien même une crise du type de celle du tsunami de 2004 apparaîtrait « accidentelle », l'ampleur de ses conséquences sur les populations appelle des réponses structurelles allant bien au-delà de l'aide d'urgence.

Les leçons tirées de la crise du tsunami, les réflexions sur les conséquences du changement climatique et l'analyse des conflits multiformes qui perdurent pointent toutes vers une même direction : s'il importe de valoriser les différences et complémentarités des acteurs, il est fondamental d'assurer la meilleure articulation possible des diverses stratégies d'action, dans le respect des mandats et des principes, au service d'une véritable « intelligence des situations ». Tel doit désormais être la philosophie des appuis de la communauté internationale à des populations frappées par les conflits ou les catastrophes naturelles.

**Dans une situation
de crise, mener une action
conduite dans l'urgence
puis une autre en faveur
du développement est
vide de sens, en raison
de la simultanéité
des besoins.**